



Pouvoir adjudicateur
**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
DE LIMOGES**
Etablissement support du GHT du
Limousin
2, avenue Martin Luther King
87042 LIMOGES CEDEX
Cellule de la Commande Publique



Marchés Publics de prestations intellectuelles

Procédure n° AOO 06-2025 GHT CODAGE

Mission de codage du Programme de Médicalisation des Systèmes d'Information (PMSI) MCO - SMR

Procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)

Le candidat peut obtenir tous renseignements complémentaires nécessaires et ainsi poser ses questions via la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr.

L'anonymat du candidat sera garanti lors de ces échanges vis-à-vis des candidats concurrents

SOMMAIRE

CHAPITRE I. GENERALITES	4
PREAMBULE :	4
ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 3. TYPE DE MARCHE	5
Article 3.1. <i>Décomposition en lots</i>	5
Article 3.2. <i>Décomposition en tranches/phases</i>	5
ARTICLE 4. FORME DU MARCHE – DISPOSITIONS	6
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION	6
Article 5.1. <i>Durée du marché</i>	6
Article 5.2. <i>Reconduction(s)</i>	6
ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	6
Article 6.1. <i>Pièces constitutives du marché</i>	6
Article 6.2. <i>Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché</i>	7
Article 6.3. <i>Pièces à délivrer au titulaire du marché</i>	7
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 8. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.....	8
Article 8.1. <i>Changements affectant le titulaire</i>	8
Article 8.2. <i>Protection de la main-d'œuvre</i>	8
Article 8.3. <i>Assurance</i>	9
Article 8.4. <i>Discrétion et confidentialité</i>	9
CHAPITRE II. PRIX ET REGLEMENTS	9
ARTICLE 9. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	9
Article 9.1. <i>Contenu des prix du marché</i>	9
Article 9.2. <i>Prix de référence du marché</i>	10
Article 9.3. <i>Révision des prix du marché</i>	10
Article 9.4. <i>Clause butoir</i>	11
Article 9.5. <i>Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et autres taxes réglementaires</i>	11
ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
Article 10.1. <i>Présentation des demandes de paiements</i>	11
Article 10.2. <i>Mode de règlement</i>	12
Article 10.3. <i>Titulaire étranger</i>	13
CHAPITRE III. DISPOSITIONS TECHNIQUES.....	13
ARTICLE 11. DESCRIPTION DE LA MISSION	13
Article 11.1. <i>Nature et étendue des prestations</i>	13
Article 11.2. <i>Déclenchement et durée des missions</i>	14
Article 11.3. <i>Contrôle et sécurisation liée à la mission</i>	14
ARTICLE 12. INTERVENANTS SUR LE MARCHE	15
CHAPITRE IV. EXECUTION	15
ARTICLE 13. DUREE D'EXECUTION	15
Article 13.1. <i>Délai de base</i>	15
Article 13.2. <i>Prolongation des délais</i>	15
ARTICLE 14. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT / PRESTATIONS SIMILAIRES	15
ARTICLE 15. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	15
CHAPITRE V. CONSTATATION DE L'EXECUTION.....	16
ARTICLE 16. OPERATIONS DE VERIFICATIONS	16

Article 16.1.	Vérifications qualitatives et quantitatives.....	16
Article 16.2.	Décisions du Pouvoir Adjudicateur	16
Article 16.3.	Responsabilité	17

CHAPITRE VI. DIFFERENDS ET LITIGES..... 17

ARTICLE 17.	PENALITES DE RETARD.....	17
Article 17.1.	Exigibilité des pénalités de retard	17
Article 17.2.	Calcul des pénalités de retard	17
ARTICLE 18.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	18
ARTICLE 19.	RESILIATION DU MARCHE	18
ARTICLE 20.	EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE	18
ARTICLE 21.	DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT	19

CHAPITRE VII. DEROGATIONS AU C.C.A.G..... 19

La présente procédure est régie par le Code de la Commande Publique.

Chapitre I. Généralités

Préambule :

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), **une convention constitutive** a été signée le 30 juin 2016. Celle-ci **a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.**

Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :

- *CHU Limoges en qualité d'établissement support*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-Bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourganeuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au **CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché** ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion de modifications de marché public, etc...).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du « Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin ». A ce titre, la Directrice Générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

Article 1. Pouvoir Adjudicateur

Noms et adresses officiels du Pouvoir Adjudicateur

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Madame la Directrice Générale du C.H.U. de LIMOGES Adresse : 2 avenue Martin Luther King Adresse électronique : Celluledesmarches@chu-limoges.fr Adresse du portail d'achat : http://www.marches-publics.gouv.fr
Gestionnaire de marché : Marie GRANET Adresse : 2 avenue Martin Luther King – 87042 LIMOGES CEDEX
Référent technique : Manuel EYMERI Adresse : 2 avenue Martin Luther King – 87042 LIMOGES CEDEX
Référent administratif et financier : Thibault COUDERT Adresse : 2 avenue Martin Luther King – 87042 LIMOGES CEDEX

Article 2. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) concerne un marché de prestation pour l'externalisation de mission de codage du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) MCO – SMR-HAD pour l'intégralité des établissements du GHT du LIMOUSIN

Cette consultation répond aux exigences du CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021) pour lequel il sera fait référence tout au long de l'exécution de ce marché.

Les caractéristiques de l'ensemble des prestations seront détaillées dans le présent Cahier des Clauses Particulières établi pour la consultation.

Article 3. Type de marché

Article 3.1. Décomposition en lots

La procédure n'est pas allotie et comporte un lot unique en application des articles R. 2113-2 et R. 2113-3 du Code de la commande publique.

Après étude, l'acheteur a décidé conformément aux règles de la commande publique, de ne pas allotir la présentation consultation pour les raisons suivantes :

- Les achats concernés constituent une famille de prestations homogènes. Ces derniers ne permettent pas de dégager des prestations distinctes et un allotissement pertinent.
- La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

Article 3.2. Décomposition en tranches/phases

Sans objet

Article 4. Forme du marché – Dispositions

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un accord cadre à bon de commande mono attributaire.

Ce marché est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur ou en quantité en application de l'article R.2162-4 du Code de la Commande Publique.

- Montant maximum HT annuel : 500 000 euros ;
- Montant maximum HT sur la durée du marché : 2 000 000 euros.

Les bons de commandes seront émis par les établissements concernés par le marché au fur et à mesure des besoins en applications des articles R. 2162-2 2°, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. Ce sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la qualité. L'émission de bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence.

Ces bons de commande écrits, comportant la signature originale du représentant dûment habilité du pouvoir adjudicateur, sont transmis par courrier, courriel ou remis en main propre.

Article 5. Durée du marché et reconduction

Article 5.1. Durée du marché

Le marché est conclu, en application des articles L. 2112-5 et L. 2125-1 1° du Code de la commande publique, pour une période initiale de **12 mois à compter de sa date de notification.**

Article 5.2. Reconduction(s)

Le présent marché est **reconductible**.

Le marché pourra être reconduit **de manière TACITE trois fois** par période de douze mois à compter de sa date d'anniversaire et chaque année de reconduction.

La durée maximale totale du marché public n'excèdera pas 48 mois.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Le silence gardé par le CHU de Limoges reconduit automatiquement le marché. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique. Dans le cas où le pouvoir adjudicateur prendra la décision de ne pas reconduire le marché, il fera part de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception **au plus tard 30 jours avant la fin de la durée de validité du contrat.** Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Article 6. Pièces contractuelles du marché

Article 6.1. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du (CCAG-PI), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021

1. L'acte d'engagement du titulaire et son annexe financière (Bordereau des prix unitaires);
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'original conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés de prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021) non joint, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter ;
4. Les actes spéciaux de sous-traitance ;
5. L'offre technique du titulaire (cadre de mémoire technique).
6. Les bons de commande associés à l'accord cadre.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente (ou d'achat) du titulaire sont inopposables au Pouvoir Adjudicateur.

Article 6.2. Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié selon les dispositions prévues aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

Article 6.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

6.3.1 – Notification

Le Pouvoir Adjudicateur fera parvenir une copie du marché au titulaire par voie dématérialisée. La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-PI, la notification ne comporte pas systématiquement toutes les pièces constitutives du marché.

La date de notification est celle figurant sur l'accusé de réception.

6.3.2 - Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au Pouvoir Adjudicateur, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'Acte d'Engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemple unique par lettre recommandée. Il est à noter que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Article 7. Sous-traitance

S'agissant d'un marché de services, le titulaire peut présenter un sous-traitant à la personne publique en cours d'exécution du marché. Dans ce cas, il sera fait application des articles L. 2193-2 et suivants du Code de la commande publique.

Le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de prestations du marché public dans les conditions fixées à l'article 3.6 du CCAG-PI.

Celui-ci peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à la cellule des marchés de l'Etablissement Support (dont les coordonnées postales figurent en page de garde du présent CCAP) une déclaration de sous-traitance complétée et signée.

Cette déclaration doit prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du Titulaire (Article 32.1.f. du CCAG-PI).

Article 8. Obligations générales du titulaire

Article 8.1. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- | | |
|--|--|
| ✓ La personne ayant qualité pour le représenter | ✓ La cession d'une ou de différentes activités |
| ✓ La forme de l'entreprise | ✓ L'acquisition d'une nouvelle activité |
| ✓ La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination | ✓ Son adresse bancaire |
| ✓ Son adresse ou son siège social | |

Il lui fait parvenir, le cas échéant, extrait du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un R.I.B. ou un R.I.P.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le Pouvoir Adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification de la modification du contrat.

Article 8.2. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Les documents devront être remis dans les délais indiqués sur cette dite plateforme.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 5 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail. Si, dans le cadre du dispositif d'alerte mis en place par le pouvoir adjudicateur, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Dispositif d'alerte et de vigilance :

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Si celles-ci ne sont pas fournies dans les délais demandés le marché pourra être résilié sans indemnités pour faute du titulaire en application de l'article 32.1.c du CCAG FCS.

Article 8.3. Assurance

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI et avant toute notification du marché, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné à l'occasion ou du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que l'établissement partie en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Article 8.4. Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre d'exécution du présent marché. Il est rappelé que les opérateurs économiques sont tenus à l'obligation de confidentialité prévue à l'article 5 du C.C.A.G. PI

Ils ne peuvent faire état quel qu'en soit le support, d'informations ou de résultat des essais qu'avec l'autorisation préalable des établissements hospitaliers. Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement conformément au C.C.A.G. PI.

Chapitre II. Prix et règlements

Article 9. Contenu et caractère des prix

Article 9.1. Contenu des prix du marché

L'unité monétaire est l'euro. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Il inclut l'ensemble des actions nécessaires à la réalisation de la

prestation ; il est ainsi réputé comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché, notamment les frais liés à la tenue des réunions, à la reprographie des documents et de fourniture des supports papier ou électronique. Il inclut en outre la rédaction des comptes rendus des différentes réunions auxquelles le Titulaire participe et les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des intervenants, quel que soit le lieu d'intervention.

Tous les frais non estimés dans l'offre financière, de quelque nature qu'ils soient, seront considérés comme à la charge du prestataire.

Article 9.2. Prix de référence du marché

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires nets H.T. qui figurent dans l'annexe à l'Acte d'Engagement (Bordereaux de Prix Unitaires) du marché.

Les prix sont unitaires appliqués aux quantités réellement livrées.

Le taux de remise consenti par le titulaire lors de la remise de son offre est contractuel et invariable pour la durée du marché (période(s) éventuelle(s) de reconduction comprise(s)).

Article 9.3. Révision des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres soit juillet 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont **révisables** en application de l'article R.2112-13 du Code de la Commande Publique.

Les prix ne seront pas révisés la première année d'exécution du marché.

Au moins deux mois avant la date de reconduction du marché, le titulaire adresse, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'attention du pouvoir adjudicateur, sa demande de révision des prix initiaux tels qu'établis au mois zéro, accompagnée du nouveau tarif et d'une note explicative de l'évolution des prix au regard de ceux pratiqués pour l'ensemble de sa clientèle.

Le pouvoir adjudicateur dispose, alors, d'une période de réflexion, à compter de la réception de la demande de révision, de 30 jours. Le pouvoir adjudicateur fera part de sa décision au titulaire par courrier (ou mail). L'absence de décision de la part du pouvoir adjudicateur vaut refus de la nouvelle révision de prix.

Si la demande de révision n'a pas été adressée au pouvoir adjudicateur dans les délais, les prix précédemment pratiqués seront tacitement reconduits pour la période annuelle suivante.

En cas d'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la demande de révision, les nouveaux prix sont applicables dès la première commande effectuée par la suite.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-PI les prix seront révisables annuellement, à compter du 1^{er} janvier 2026 selon la formule ci-dessous :

$P1 = P0 (SYn/SYn0)$

P1 = Prix après révision,

P0 = Prix de l'année N-1

SYn = dernier indice Syntec révisé publié à la date de la révision,

SYn0 = Indice syntec de l'année N-1, l'indice Syntec révisé publié à la date de la précédente révision.

<https://www.syntec-ingenierie.fr/indice-syntec/>

Les mois pris pour la référence des indices N et N-1 doivent être les mêmes. Un délai de 12 mois doit être respecté entre les deux.

Cette proposition de révision doit impérativement être écrite et reçue par le CHU de Limoges deux (2) mois avant la date prévisionnelle de révision.

Sans proposition reçue dans les délais, le marché sera reconduit aux prix identiques.

Article 9.4. Clause butoir

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de limiter ou de s'opposer à une augmentation ainsi que de résilier le marché, si l'application des nouveaux tarifs devait conduire à une augmentation du prix supérieure à 2 % par an. Dans le cas d'une résiliation et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra six (6) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation du marché. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux de l'année du marché en cours.

Le CHU de Limoges se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

Article 9.5. Application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et autres taxes réglementaires

Il sera fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

Les taxes réglementaires, autres que la T.V.A., doivent être intégrées au prix unitaire H.T. du candidat. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du marché. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

Article 10. Modalités de règlement des comptes

Article 10.1. Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G. / Pl.

Facture électronique obligatoire :

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier. Le dépôt de la facture électronique est obligatoire depuis 1er janvier 2020 pour l'ensemble des entreprises.

Dépôt de la facture électronique :

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé par le Pouvoir Adjudicateur.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 10.2. Mode de règlement

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Le comptable chargé du paiement est le comptable public de l'établissement concerné par la consultation.

Les sommes dues sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception de la facture ou de la demande de paiement de l'avance ou de l'acompte éventuel.

Le dépassement du délai de règlement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, au bénéfice d'intérêts moratoires. Ceux-ci commencent à courir dès le lendemain de l'expiration du délai de règlement, jusqu'au jour de mise en paiement inclus. Ils sont calculés sur la base du taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de 8 points.

Le dépassement du délai de règlement ouvre droit également au versement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement d'un montant de 40€. Cette indemnité s'ajoute au montant des intérêts moratoires dus.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'informations ou la production d'informations erronées :

- Modification de la raison sociale

- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Facturation avant service fait, ...

Article 10.3. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre III. Dispositions techniques

Article 11. Description de la mission

Le présent marché a pour objet la réalisation de missions de soutien, à distance, de prestations de codages du programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) en MCO, SMR et HAD pour l'ensemble des établissements du GHT du LIMOUSIN.

Ces missions de soutien auront pour but de pallier les absences programmées ou non des Techniciens de l'Information Médicale (TIM), de fiabiliser le renseignement des données de séjour et optimiser le processus de facturation.

Article 11.1. Nature et étendue des prestations

Les départements d'information médicale sont en charge de la production réglementaire des données PMSI pour les séjours d'hospitalisation.

Ils assurent le codage, la vérification et la validation de l'ensemble des séjours. L'exhaustivité du codage des séjours est attendue chaque fin de mois.

Elles pourront concerner le ou les champs d'activité suivants:

- MCO : Ambulatoire, Séance et Hospitalisation conventionnelle
- SMR : Hospitalisation De Jour, Hospitalisation Conventionnelle
- HAD.

Les missions pourront concerner différents types de prestations telles que :

- Soins critiques : surveillance continue, soins intensifs adultes/néonatalogie, réanimation adultes/pédiatrique/néonatalogie
- Dialyse
- Chimiothérapie
- Radiothérapie
- Ante-partum
- Prélèvement d'organe

Ces missions de codage PMSI intéresseront une ou plusieurs spécialités dont les établissements du GHT du LIMOUSIN sont dotés. Celles-ci se trouvent listées en annexe 1 du présent CCP et peuvent être amenées à évoluer au cours de l'exécution du marché.

Au-delà de l'aspect financier, nous accordons une importance toute particulière pour chaque séjour à l'exhaustivité et à la qualité des informations saisies, qu'il s'agisse de données administratives ou médicales : mouvements d'entrée/sortie, gradation ambulatoire, RAAC, notion de passage par une structure des Urgences, comorbidités, facteurs socio-environnementaux etc... Aussi, au regard des besoins propres des établissements, il est à noter l'utilisation possible de codes CIM-10 maison.

Le codage des actes est généralement assuré par les praticiens eux-mêmes. Néanmoins, des actes manquants peuvent être recueillis directement par les TIMs, afin d'assurer la cohérence entre les données du PMSI et les informations contenues dans le dossier du patient. Par ailleurs, les TIMs peuvent être amenées à modifier un acte initialement saisi qui s'avérerait erroné.

Sur l'année 2024, le GHT du LIMOUSIN a produit 283 709 séjours MCO, pour un nombre de Relevé d'Unité Médicale (RUMS) de 311 844.

Ce volume est simplement donné à titre indicatif et n'engage pas le GHT du LIMOUSIN.

Article 11.2. Déclenchement et durée des missions

Le titulaire s'engage à prendre attache avec la DSI des établissements du GHT du LIMOUSIN en amont de la première mission afin de définir les modalités d'accès au service informatique de l'établissement.

Le périmètre et le volume seront directement dépendants du nombre de TIM absents ainsi que la durée prévisible de l'absence.

Ainsi, les missions sollicitées par les DIMs n'ont pas de durées minimales étant donné que le temps d'absence des TIMs peut être variable.

Les missions de codages seront déclenchées par chaque établissement souhaitant bénéficier de cette prestation auprès du titulaire à la demande du DIM de l'établissement via l'émission de bons de commande.

Article 11.3. Contrôle et sécurisation liée à la mission

Contrôle de la prestation :

Le contrôle de la qualité et de l'exhaustivité des codages reste sous la responsabilité du titulaire. Celui-ci validera le travail réalisé par ses TIMs.

Si le codage de certains dossiers nécessite un arbitrage, une traçabilité sera assurée et ces cas seront soumis au DIM pour validation.

Le titulaire s'engage à suivre toutes les modifications réglementaires concernant le PMSI qui pourraient intervenir au cours de la mission.

Sécurisation et confidentialité des données :

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité des données et informations recueillies. Les équipes du titulaire interviennent par délégation du DIM.

Au regard de la prestation, le titulaire se doit de protéger les données des établissements du GHT du LIMOUSIN. Il devra fournir dans son offre tout document assurant d'une part la sécurisation des informations transmises par rapport à la réglementation applicable à la protection des données à caractères personnel et d'autre part les garanties de confidentialités appropriées appliquées aux équipes du titulaire.

Article 12. Intervenants sur le marché

Les missions de codage pouvant être amenées à toucher plusieurs spécialités différentes, il est demandé au titulaire de mettre à disposition des TIMs spécialisés.

Le titulaire devra fournir dans son offre les CV des TIMs mis à dispositions afin d'en prouver leurs expériences mais également de savoir s'ils sont dédiés à la mission ou s'ils réalisent le codage en complément de leur activité salarié.

Chapitre IV. Exécution**Article 13. Durée d'exécution****Article 13.1. Délai de base**

Les délais d'exécution des prestations seront indiqués dans l'offre du candidat en prenant en compte le délai moyen de traitement pour un séjour.

Article 13.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par les établissements parties dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G. / PI.

Article 14. Modifications en cours d'exécution du contrat / Prestations similaires

Des modifications en cours d'exécution du contrat pourront intervenir conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires passé en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par le titulaire initial du marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Article 15. Lutte contre le travail dissimulé

Les candidats doivent respecter les dispositions prévues au Code du Travail concernant la lutte contre le travail dissimulé et s'acquitter des formalités pendant toutes l'exécution du marché.

Le Titulaire se doit de respecter les obligations en matière de travail non dissimulé et de travail des salariés étrangers citées ci-après :

- Non dissimulation d'activité : article L.8221-3 du code du travail
- Non dissimulation d'emploi salarié : L.8221-5 du code du travail, L.1221-10 (déclaration préalable d'embauche des salariés), L.3243-2 (obligation de délivrance d'un bulletin de paie)
- Pour le cocontractant établi en France : article D.8222-5 du code du travail
- Pour le cocontractant établi à l'étranger : article D.8222-7 du code du travail
- Emploi d'étrangers non autorisés à travailler : articles L.8251-1, D.8254-2 et D.8254-4 du code du travail

A cet effet, le Titulaire doit remettre périodiquement les documents suivants :

- Attestation(s) fiscal(s)
- Attestation(s) sociale(s) de moins de 6 mois (type URSSAF ...)
- Kbis
- En cas de recours à des travailleurs étrangers, liste nominative des salariés étrangers

Le Titulaire est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

Chapitre V. Constatation de l'exécution

Article 16. Opérations de vérifications

Article 16.1. Vérifications qualitatives et quantitatives

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées indépendamment pour chaque phase d'exécution du marché. Des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater que les prestations exécutées répondent aux stipulations du marché seront effectuées dans les conditions fixées au présent CCAP.

Par dérogation à l'article 26-5 du CCAG-PI, la présence du titulaire ne sera pas requise pour les opérations de réception.

Par dérogation aux articles 26-3 et 26-4 du CCAG-PI, quels que soient la nature des vérifications et de leurs résultats, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du titulaire. Les contrôles qualitatifs seront effectués à la fin de la réalisation de la prestation signalée par le titulaire sur la base de la qualité des livrables remis au pouvoir adjudicateur. En cas de manquement constaté par le représentant de chaque établissement, l'entreprise sera tenue d'y remédier avant son départ.

Article 16.2. Décisions du Pouvoir Adjudicateur

À l'issue des opérations de vérification, les décisions d'admission des prestations seront prises en application des articles 27 du CCAG-PI. Ces décisions seront prises indépendamment pour chaque phase d'exécution du marché. Au cas où les opérations de vérifications nécessiteraient une expertise, celle-ci sera à la charge du titulaire du marché.

Si la vérification est positive, le Pouvoir Adjudicateur procédera :

- ✓ A l'admission des prestations,
- Où
- ✓ À leur réfaction, s'il est estimé que les services, bien que ne satisfaisant pas entièrement aux conditions du marché, présentent des possibilités d'admission en l'état. La Personne Publique peut alors prononcer une réfaction, qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées (article 27.3 du CCAG/PI).

Si la vérification est négative, le Pouvoir Adjudicateur procédera :

- ✓ À l'ajournement des prestations pour causes de réserves formulées, dans les conditions prévues à l'article 27.2 du CCAG/PI
- Où
- ✓ À leur rejet dans les conditions énoncées à l'article 27.4 du CCAG-PI.

Article 16.3. Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions sur les données qu'il exploite concernant le C.H.U. de Limoges et des établissements parties.

Chapitre VI. Différends et litiges

Article 17. Pénalités de retard

Article 17.1. Exigibilité des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel d'exécution des prestations fixé par le pouvoir adjudicateur, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

L'exécution partielle de prestations ne mettra pas fin au calcul des pénalités mais les réduira simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le représentant de l'établissement du GHT du Limousin concerné ou en cas de manquement à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure préalable.

Article 17.2. Calcul des pénalités de retard

▪ Pénalités de retard dans l'exécution des prestations :

Lorsque les délais d'exécution des prestations contractualisés par l'offre du prestataire sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités de retard s'élevant à un montant forfaitaire de 300 euros hors taxes par jour de retard et ce jusqu'à la réception définitive des prestations concernées.

Chaque jour de retard commencé sera considéré comme dû.

▪ **Pénalités en cas de changement d'intervenant sur le marché :**

Le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité forfaitaire de 500 euros hors taxes en cas de changement d'un consultant identifié dans l'offre du titulaire par un consultant de qualité différente pendant l'exécution de la prestation.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Article 18. Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, il peut être fait application de l'article 36 du CCAG-PI qui prévoit de faire procéder par un tiers à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.

Dans ce cas, l'établissement se réserve le droit de passer commande auprès d'un autre prestataire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au Titulaire défaillant.

Article 19. Résiliation du marché

L'établissement support peut mettre fin à l'exécution du marché à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-PI.

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- Dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-PI (résiliation pour faute du Titulaire),
- En cas de refus de produire les pièces indiquées à l'article 14 du présent CCP,
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142-3 à R.2142-14 et R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique

Le marché peut également être résilié dans les cas et formes prévus au présent CCP.

En dehors des cas prévus au CCAG, si le Titulaire souhaite résilier le marché, il doit en faire la demande par lettre recommandée avec avis de réception à l'établissement support, en indiquant les motifs de sa requête. L'établissement support dispose de 6 mois à compter de la date de réception de cette demande pour se prononcer sur la résiliation. Si les motifs lui apparaissent justifiés, une résiliation amiable peut être prononcée. Dans le cas contraire, l'établissement support est susceptible de prononcer la résiliation du marché pour faute du Titulaire.

Article 20. Evolution législative ou réglementaire

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

Article 21. Droit applicable et tribunal compétent

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre les titulaires ou attributaires et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal Administratif du pouvoir adjudicateur, seul compétent.

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public.
- **Référé contractuel** : après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci – Article L.551-13 à L.551-23 du même code.
- **Référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Recours pour excès de pouvoir** contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. En ce qui concerne les décisions de déclaration d'infructuosité ou de déclaration sans suite en cas d'abandon de la procédure
- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.

Chapitre VII. Dérogations au C.C.A.G.

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations intellectuelles :

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G. / PI auxquels il est dérogé	OBJET
Article 6.1	Article 4.1	Pièces constitutives
Article 6.3.1	Article 4.2.1	Notification
Article 8.3	Article 9	Assurance
Article 16.1	Articles 26.5 26.3 24.4	Opérations de vérification
Article 17.1	Articles 14.1 et 14.3	Pénalités